

<https://www.pressegauche.org/Le-monde-d-apres-ou-comment-bloquer-le-retour-a-la-normale-capitaliste>



Le monde d'après ou comment bloquer le retour à la « normale capitaliste »

- Société - Mouvement syndical -



Date de mise en ligne : mercredi 2 septembre 2020

Date de parution : 1 av. J.C.

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Nous faisons face à une crise mondiale et multidimensionnelle . Une crise sanitaire majeure, liée à la prédation forcenée de la nature, s'articule et renforce la crise économique alors que la crise écologique continue de s'approfondir. L'urgence de répondre à la crise climatique ne mobilise pas réellement les gouvernements qui se contentent le plus souvent de beaux discours tout en continuant de soutenir les entreprises qui exploitent les énergies fossiles et recherchent une croissance sans limites.

Pour lire la [2e partie](#).

Le retour à la « normale » n'est pas pour demain. Une deuxième vague de la pandémie s'esquisse déjà alors que la première vague n'a pas fini de se propager dans plusieurs parties du monde qui sont moins bien pourvues pour faire face à cette crise. Nombre de gouvernements ont démontré leur impuissance et leur improvisation face à cette crise. Cette situation ouvre la possibilité de faire évoluer le rapport de force en faveur des classes ouvrières et populaires et de l'ensemble des mouvements sociaux pour autant qu'on parvienne à favoriser la convergence des luttes et à offrir des perspectives permettant de créer des brèches dans la domination actuelle de la bourgeoisie. Il s'agit ici de présenter la nature de la période et les différentes stratégies de sortie crise et de défendre une perspective écosocialiste .

1. Trois perspectives pour sortir de la crise [1]

Trois voies de sortie de crise se présentent au débat : les élites économiques et politiques espèrent le retour le plus rapide possible à la « normale ». Une autre optique venant des diverses forces réformistes en appelle à la concertation sociale de toutes les classes sociales et espère que de cette concertation pourrait permettre de réorienter le capitalisme vers un capitalisme « vert » pour décarboner l'économie. Les forces anticapitalistes sociales et politiques soulignent, pour leur part , la possibilité de créer de sérieuses brèches dans un système de plus en plus incapable de répondre aux besoins de la majorité populaire.

A. Quel retour à la « normale » ?

Les gouvernements sont à la recherche d'une relance permettant d'assurer la domination capitaliste dans un contexte où le rapport capital-travail reste globalement favorable au capital... Pour eux, les formes du « déconfinement » étaient la priorité pour contraindre les travailleurs et les travailleuses de reprendre le chemin des lieux de travail. Les gouvernements de la droite comme Trump, Bolsonaro (Brésil), Duterte (Philippines) sont allés les plus loin sur cette voie, d'où les conséquences désastreuses sur la population. De manière générale, l'ensemble des gouvernements partagent cette préoccupation. C'est ce qui explique leur soutien massif à la trésorerie des entreprises, le maintien de leur appui à l'extraction des énergies fossiles et aux compagnies qui sont de grandes utilisatrices de ces énergies comme les grandes entreprises aéronautiques. Par ailleurs, l'endettement public massif annonce l'approfondissement des politiques austéritaires qui frapperont encore une fois les secteurs les plus démunis de la population. Un autre trait est la montée en force de politiques autoritaires et répressives.

Les gouvernements au Canada comme du Québec se sont inscrits dans une telle orientation. Trudeau a permis un endettement majeur pour promouvoir les entreprises. En plein coeur de la pandémie, il a continué à soutenir la construction de pipelines et l'exploitation des sables bitumineux. Le soutien apporté à la main-d'oeuvre vise à protéger le lien d'emploi, à permettre la reprise le plus rapidement possible et à diminuer le nombre de faillites d'entreprises.

Au Québec, les politiques d'austérité des gouvernements antérieurs (tant péquistes et que libéraux) ont conduit à

réduire le personnel en santé (notamment en réduisant le champ d'action des CLSC) et à introduire un processus de privatisation. Les conséquences ont été particulièrement dramatiques dans le cas des aînés-e-s vivant dans les CHSLD. Les personnes les plus fragilisées du Québec par la pandémie (les personnes âgées et les personnels de soin) ont été les premières victimes de la pandémie. Une gestion marquée par l'improvisation a conduit le Québec à connaître plus de la moitié des morts suite à cette pandémie au Canada.

Les femmes (particulièrement les femmes racisées) qui étaient en première ligne dans le travail de soin et de soutien ont été particulièrement touché-e-s. Les personnes réfugié-e-s qui ont été engagées dans ces milieux ont, suite à leurs pressions, obtenus une certaine reconnaissance, mais le gouvernement Legault a exigé que le droit d'accès et de résidence soient le plus restreint possible. Seuls les personnels directement impliqués dans le travail de soin ont vu leur contribution reconnue.

En juin, le gouvernement Legault déposait un projet de loi 61 sur la relance économique québécoise en réponse à la crise accélérée par la pandémie de COVID-19. Ce projet de loi vise à accélérer la réalisation d'un peu plus de 200 projets prévus au Plan québécois des infrastructures en permettant de mettre de règles environnementales au rancart, en renforçant l'arbitraire gouvernemental en ce qui a trait aux contrats accordés et aux expropriations impliquées par certains projets. Face à l'opposition d'acteurs majeurs de la société civile, le gouvernement Legault a décidé de ne pas représenter son projet de loi 61 à l'Assemblée nationale cet automne. Mais il serait faux d'y voir l'abandon de ses ambitions économiques et politiques en faveur des entreprises et de son mépris de l'environnement. Car, il ne s'agit que d'une manoeuvre parlementaire visant à masquer ses intentions véritables.

B. Sortir de la crise par la concertation ?

Que ce soit la [Feuille de route pour un Québec Zen](#) ou le [Pacte initié par Dominique Champagne et Laure Waridel](#), la stratégie proposée pour parvenir à la réalisation de l'objectif général d'un Québec carboneutre pour 2050 compte sur la concertation sociale de toutes les composantes de la société. La Feuille de route met de l'avant des revendications clairement en rupture avec la logique capitaliste, mais sa stratégie n'est pas en phase avec la radicalité de ses propositions. On connaît les manoeuvres de Dominique Champagne qui est allé jusqu'à joindre la CAQ pour avancer ses propositions. On attend encore un bilan sérieux de ces démarches qui sont demeurées, pour dire le moins, infructueuses.

Au lieu de contextualiser ces perspectives dans le cadre de la lutte et des affrontements prévisibles avec les forces capitalistes et ses alliés politiques et de préciser les objectifs pour parvenir à mobiliser le plus largement possible la majorité populaire, on place l'action gouvernementale au centre du débat et on invite à une concertation sociale au niveau national comme au niveau régional de tous les décideurs : employeurs, syndicats, acteurs de l'économie sociale et groupes communautaires. C'est comme si un intérêt collectif s'était déjà imposé largement au-dessus et au-delà des intérêts concrets de la classe dominante et que la transition pouvait se produire sans conflit de manière progressive, dans une optique de bien commun.

Des plans de transition ambitieux ne peuvent être confiés aux « décideurs » et à l'action de gouvernements (fédéral et provincial) qui sont dirigés par des partis néolibéraux. La réalité des ruptures nécessaires et des luttes politiques incontournables pour leur arracher le pouvoir n'est malheureusement pas identifiée. Il suffirait comme le propose le texte *« Les 101 idées pour la relance »* de créer des institutions comme un « Conseil national pour la transition », des « chantiers régionaux pour la transition » et un super fonds pour la transition » pour pouvoir se mettre à l'oeuvre. Le moment des luttes, des affrontements et des ruptures est escamoté de la réflexion tout comme le moment de la lutte politique pour que la majorité populaire puisse assurer sa souveraineté politique sur les grandes décisions économiques et environnementales. Il ne s'agit pas d'écarter tout processus de négociation mais bien de refuser de déconnecter ces processus de celui de la construction de rapports de force nécessaires pour parvenir à ces objectifs.

Relancer et repenser le Québec [[Relancer le Québec](#)] : le projet des centrales, à la lumière de ces considérations

En juin dernier, les centrales syndicales (FTQ, CSN, CSQ et CSD) faisaient paraître un document sur la relance économique post pandémie, sous le titre **Relancer et repenser le Québec, mesures de moyen et long termes pour la prospérité et le bien-être de tous et toutes.**

« ...Le Québec affirme le document a une formidable aptitude à travailler ensemble. Il faut s'en inspirer, car un immense effort de mobilisation sera nécessaire pour redonner à l'économie du Québec tout l'élan nécessaire dont elle à besoin. » Il s'agirait de reconstruire une économie résiliente et durable au bénéfice de tous et de toutes. Comme politique industrielle, le texte des 4 centrales syndicales québécoises propose une relocalisation de certains secteurs de l'économie et la mise en place d'une politique globale et structurante, écologique et solidaire. L'État doit adopter une politique industrielle interventionniste, et assumer ce faisant un dialogue social dans la définition de l'ensemble de ses politiques économiques. Un tel dialogue social, peut-on lire dans ce document, pourrait permettre d'identifier les projets économiques qui font consensus (services publics de qualité, production de proximité en favorisant les circuits économiques courts, mise en place de Buy Québec Act, des aides durables, ciblés et conditionnelles aux entreprises pour promouvoir une économie sobre en carbone...Les syndicats à cause de l'expérience (et il est fait référence aux Fonds liés aux centrales) peuvent formuler des propositions concrètes et c'est pourquoi ils doivent être partie intégrante de la concertation et d'un dialogue ouvert et constructif à l'échelle locale, régionale et nationale.

Les présupposés de cet appel à la concertation avec le patronat pullulent. L'économie capitaliste du Québec peut satisfaire les besoins de tous et de toutes. Les capitalistes peuvent être amenés à associer les syndicats dans un dialogue et chercher à compter sur leur expertise indéniable en matière de développement économique et sectoriel. Les acteurs socio-économiques sont des alliés et il est possible de concilier le soutien à la vitalité économique des entreprises capitalistes avec ceux de la justice sociale pour tous les citoyens et les citoyennes [2]

Aucun bilan n'est fait des fondements systémiques de la crise écologique. Rien n'est dit sur les pratiques des politiciens qui ont soutenu le développement des énergies fossiles. Aucune critique sérieuse n'est faite des politiques d'austérité et des attaques aux droits syndicaux. Rien n'est indiqué sur la volonté du patronat de marginaliser le poids organisations syndicales. Les syndicats sont d'abord définis comme des partenaires des entreprises. Et le dialogue social est présenté comme incontournable alors que dans les négociations du secteur public en cours, le gouvernement Legault cherche à imposer de nouveaux reculs et à appauvrir encore les travailleurs et les travailleuses. Les directions syndicales se présentent d'abord comme des expert-es, composante de la classe des cadres qui veulent être au premier rang de la reconstruction de l'économie du Québec capitaliste.

C. La rupture anticapitaliste

Contrairement à la logique réformiste qui domine des les directions de secteurs entiers des mouvements sociaux, nous croyons que la lutte pour la transition écologique et économique ne passera pas à côté de la lutte de classe visant la mise en place de nouvelles formes de production, de nouveaux types de consommation et une réelle redistribution de la richesse. Cela ne sera possible que par la création de rapports de force qui heurteront les intérêts de la classe dominante.

Un véritable programme de transition économique et écologique devra articuler des revendications immédiates, des revendications démocratiques et des revendications transitoires. Cette démarche de transition doit viser la mise en place de contre-pouvoirs et des formes d'auto-organisations d'où pourra surgir la contestation du pouvoir des classes dominantes. Ce plan devra s'articuler autour des grands axes suivants :

" réinvestissement dans les services publics de santé et d'éducation et leur socialisation démocratique afin de pouvoir assurer la santé de toute la population et un accès démocratique à l'éducation. ;

Le monde d'après ou comment bloquer le retour à la « normale capitaliste »

" redistribution des richesses par la hausse des salaires et la réduction du temps de travail sans baisse des revenus pour protéger les emplois ;

" transition écologique véritable par la transformation de l'appareil d production en éliminant les productions inutiles, en transformant les moyens de production, de déplacements et en établissant une économie bâtie sur la sobriété énergétique et la souveraineté alimentaire ;

" établissement d'une justice fiscale en taxant les profits, les hauts revenus et les patrimoines afin de se donner les moyens de cette transition écologique et sociale urgente.

Toutes les propositions nécessiteront pour s'imposer les mobilisations les plus larges, les formes d'action les plus déterminées (manifestations, grèves, boycott, occupations) afin de casser la volonté des décideurs de continuer à nous imposer leur économie capitaliste basée sur la croissance infinie et leurs politiques destructrices de l'environnement. Leur mise en oeuvre exigera d'écarter les partis néolibéraux du pouvoir et construire pour ce faire une véritable alternative politique populaire et démocratique.

[1] voir le texte d'Alain Bihr, Covid-19. **Trois scénarios pour explorer le champ des possibles à l'horizon de sortie de crise.** (1) et (2)

[2] Dans un prochain article, nous analyserons l'ensemble de cette contribution : le thème 2, *Les finances publiques du Québec en temps de pandémie* le thème 3, *Un Québec proactif en matière de politique industrielle* et le thème 4, *Autonomie du Québec dans les secteurs stratégiques*